RÈGLEMENT No. 20.01

RÈGLEMENT RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

Séance régulière du Conseil de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil tenue le 27 janvier 2020, au lieu ordinaire des séances dudit Conseil, conformément aux dispositions de la Loi, et à laquelle étaient présents :

Son honneur le Maire et les Conseillers présents formant quorum des membres du Conseil, sous la présidence du Maire,

ATTENDU QUE des modifications législatives, effectives à partir du 1^{er} janvier 2018, ont été apportées à la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (RLRQ, c. T-11 001), faisant en sorte, d'une part, que certaines balises encadrant la rémunération des élus municipaux, notamment celles relatives à l'imposition d'une rémunération minimale, ont été abolies et, d'autre part, que la responsabilité de fixer la rémunération des élus municipaux revient à la Municipalité;

ATTENDU QU' qu'un avis de motion a été donné à la séance ordinaire du Conseil tenue le 4 novembre 2019;

ATTENDU QU' qu'un projet de règlement a été présenté à la séance ordinaire du Conseil tenue le 2 décembre 2019;

EN CONSÉQUENCE,
Il est proposé par monsieur Sylvain Lavallée
appuyé par monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers, incluant la voix favorable de monsieur le maire, que le règlement portant le No. 20.01 soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 Le présent règlement est intitulé « Règlement relatif au traitement des élus municipaux ».

ARTICLE 2 Le présent règlement remplace le règlement No. 19.03.

ARTICLE 3 Le présent règlement fixe une rémunération annuelle pour le maire et pour chaque conseiller de la Municipalité, à compter de l'exercice financier 2020.

ARTICLE 4 La rémunération du maire est fixée, sur une base annuelle, à 27 900 \$.

La rémunération des conseillers est fixée, sur une base annuelle, à 9 300 \$.

La rémunération du maire suppléant est fixée à 200 \$ par mois ou fraction de mois de calendrier pendant lequel il occupe le poste.

À compter du jour où le maire suppléant occupe les fonctions du maire et jusqu'à ce qu'il cesse son remplacement, le maire suppléant reçoit une rémunération additionnelle à celle qui lui est payée à titre de membre du Conseil afin d'égaliser la rémunération payable au maire pour ses fonctions.

ARTICLE 5 Sous réserve des dispositions de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, une allocation de transition sera versée au maire, dans un délai de trente (30) jours suivant la fin de son mandat, s'il a occupé ce poste pendant au moins les 24 mois qui précèdent la fin de son mandat.

ARTICLE 6 La rémunération fixée à l'article 4 du règlement est indexée à la hausse le 1^{er} janvier de chaque année à compter de 2021, selon la variation de l'indice moyen des prix à la consommation pour l'année précédente en prenant comme base l'indice établi pour la région de Montréal par Statistique Canada.

ARTICLE 7 Tout membre du conseil peut recevoir le paiement d'une compensation pour perte de revenu si chacune des conditions ci-après énoncées sont remplies :

- a) l'état d'urgence est déclaré dans la Municipalité en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3) à la suite d'un événement survenu sur le territoire de la Municipalité;
- b) le membre du Conseil doit gérer, coordonner ou autrement participer aux interventions devant être effectuées par la Municipalité en raison de cet événement;
- c) le membre du Conseil doit s'absenter de son travail pour une période consécutive de plus de quatre (4) heures en raison de cet événement et subir une perte de revenu pendant cette période d'absence.

Si le membre du Conseil remplit les conditions prévues au présent article, il recevra, à la suite de l'acceptation du Conseil, une compensation égale à la perte de revenu subie. Le membre du Conseil devra remettre toute pièce justificative satisfaisante pour le Conseil attestant de la perte de revenu ainsi subie.

Le paiement de la compensation sera effectué par la municipalité dans les trente (30) jours de l'acceptation du conseil d'octroyer pareille compensation au membre du conseil.

ARTICLE 8 La directrice générale et secrétaire-trésorière est responsable de l'application du présent règlement.

ARTICLE 9 Le conseil fixe par résolution les modalités relatives au versement de la rémunération et de l'allocation de dépenses.

ARTICLE 10 Le présent règlement est rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

ARTICLE 11 Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Normand Teasdale, Maire

Lyne Rivard, secrétaire-trésorière/directrice générale

Adopté le : 27 janvier 2020

Avis de publication : 31 janvier 2020

Entrée en vigueur : 27 janvier 2020